



LETTRE OUVERTE

Depuis plusieurs semaines nous vivons une crise sanitaire historique à l'échelon national et international sans précédent. Dans ce contexte de crise, les personnels de la santé, de l'action sociale, de l'aide à domicile, mais également des activités essentielles grandes distributions et commerces alimentaires, l'agroalimentaires, les transports, les pharmacies et bien d'autres sont en première ligne.

Les personnels de santé quant à eux, souffrent cruellement d'un afflux d'hospitalisations sans moyens conséquents pour y faire face.

Notre constat fait depuis de nombreuses années, devant les très nombreuses réformes que nous subissons, est dramatiquement validé par la situation actuelle : on manque de lits d'hôpitaux, en particulier de réanimation, on manque de personnels pour un bon fonctionnement des établissements, les EPAHD sont en grande tension, manque de surblouses : certains établissements ont recours à des sacs-poubelles !

Nous ne pouvons oublier qu'avant cette crise, le gouvernement a fermé 4 418 lits d'hospitalisation dans notre pays ces deux dernières années et fermé de nombreux services d'urgence, de maternité.

Souvent invisible aux yeux du grand public, le secteur social et médico-social accueille et accompagne des populations particulièrement fragiles et vulnérables dans les établissements médico-sociaux : personnes âgées et/ou en situation de handicap, mineures dans les services de la protection de l'enfance, jeunes ou adultes sans domicile fixe dans le secteur de l'inadaptation... sachant que les personnes sans domicile fixe n'ont pu toutes accéder à un hébergement d'urgence, faute de réquisition suffisante de gymnases ou d'hôtels.

Nous sommes bien loin des valeurs de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirmées dans son article premier « Tous les hommes naissent libres et égaux en droits et en dignité »

La dernière allocution du Président de la République ne rassure pas en termes d'engagement financier auprès du système de santé et des hôpitaux publics. Au-delà de l'annonce de confinement jusqu'au 11 mai où sont les mesures fortes attendues ? Où est la rupture avec les politiques conduites ces dernières décennies ? Alors que notre système de santé est durement éprouvé, les moyens prévus pour le renforcer sont très insuffisants.

Les remerciements et les louanges du Président ne pourront avoir un écho chez les personnels que s'ils sont suivis d'actes concrets en matière de financements nécessaires. Le constat est violent, ce sont des années de politiques d'austérité, exclusivement guidées par une vision comptable d'économies à court terme.

Cette vision libérale a conduit à détériorer gravement l'hôpital public et notre système de santé et de protection sociale, ainsi que les conditions de travail, de vie des salariés et la qualité de prise en charge de la population.

Cette crise qui nous absorbe tous intensément dans une course contre la montre épuisante mais indispensable, où trop de soignants meurent pour sauver des vies au péril de la leur, tant les conditions de sécurité sont délabrées.

Depuis des années, les soignants ne cessent de combattre les restructurations, les choix politiques de baisses d'effectifs, de fermetures de lits, des baisses de dotations à la recherche.

La période dramatique que nous subissons confirme que les fondamentaux de notre société doivent changer pour que nous ne vivions « plus jamais ça ».

La première richesse de ce pays, ce sont les Femmes et les Hommes qui y vivent et qui y travaillent. Nous devons sortir immédiatement de ce carcan mortifère d'une société ne répondant pas aux besoins des salariés, les effets d'annonces, les promesses pour aujourd'hui et demain ne suffisent plus ! Cette situation n'est que le reflet du jusqu'au-boutisme et irresponsable du capitalisme, mondialisé, financiarisé, court-terme privilégiant la course aux profits au détriment de l'intérêt général.

La priorité du gouvernement doit être, avant tout de garantir la stricte protection de toutes et tous le salarié-e-s, qui assurant des activités essentielles dans le secteur public et privé, doivent continuer à travailler.

Le constat est grave, pour cela, nous appelons à la responsabilité des pouvoirs publics qui doivent agir sans « ambiguïté » et prendre réellement toutes les mesures nécessaires pour que le confinement soit généralisé et efficace. Le principe de précaution implique l'interdiction des licenciements et le maintien intégral des salaires avec l'octroi immédiat et sans délai du dispositif de chômage partiel afin de permettre aux salariés des entreprises « non essentielles » de subvenir à leurs besoins fondamentaux et à ceux de leurs familles.

Le Comité Régional CGT Nouvelle-Aquitaine et les régions santé CGT Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes appellent à :

- L'augmentation massive de moyens financiers des hôpitaux,
- La réouverture des lits supprimés et l'embauche immédiates de soignants avec une augmentation immédiate des salaires,
- La fermeture de sites de travail ne participant pas à la production, au transport et à la distribution de biens essentiels à la population. Seules doivent être réquisitionnées des entreprises permettant la production des moyens de protections, de matériel de soin et de dépistage,

- Une Sécurité sociale intégrale, un 100%, sur la base du salaire socialisé fondée sur les principes fondateurs de la sécurité sociale, que sont la solidarité de l'universalité, en intégrant de nouveaux besoins non encore couverts et adaptés aux nouvelles formes de travail,
- Porter des propositions pour transformer cette société autour des valeurs de progrès social, de solidarité et de sécurité, tant professionnelle qu'environnementale.
- Affirmer notre opposition aux mesures dérogatoires du code du travail dans les domaines du temps de travail, l'abrogation immédiate de ces ordonnances qui organisent de manière scandaleuse, la déréglementation du travail.

Signataires

Le Comité Régional CGT Nouvelle-Aquitaine

Régions Santé CGT Aquitaine – Limousin et Poitou-Charentes.

Le 16 avril 2020.